

Paris, le 25 octobre 2017

- **AUX UNIONS DEPARTEMENTALES**
- **AUX FEDERATIONS NATIONALES**

JCM/PP/DP

Circulaire n° 138-2017

Secteur : **Marche générale de l'organisation**

Objet : **INTERSYNDICALE DU 24 OCTOBRE 2017 : MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE LE 16 NOVEMBRE 2017**

Cher(e)s camarades,

Suite à celle du 9 octobre, une nouvelle réunion des organisations syndicales (FO, CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa) et de jeunesse (UNEF, FIDL, UNL, FAGE) s'est tenue hier soir au siège de la CFDT. FORCE OUVRIERE était représentée par Pascal PAVAGEAU et Didier PORTE, secrétaires confédéraux.

Après un premier tour de table très tendu et compliqué, il est d'emblée apparu des divergences majeures et profondes sur l'analyse de la situation sociale (conséquences des mesures des ordonnances et premiers décrets, projets de PLF et de PLFSS, risques pesant sur les droits des salariés et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle, etc.).

Par voie de conséquence, ces différences se sont traduites en termes de capacité d'actions communes : la CFDT, la CFTC et l'Unsa ont immédiatement précisé leur refus de mobiliser ; la CFE-CGC a indiqué vouloir s'opposer aux ordonnances mais à l'unique condition d'une action unitaire (donc impossible vu la position des 3 organisations précédentes) ; FO a redonné son analyse, les revendications issues du CCN et l'objectif d'une mobilisation interprofessionnelle mi-novembre avant la ratification des ordonnances.

Les organisations d'étudiants et de lycéens ont marqué leur très forte inquiétude tant sur les moyens de l'éducation nationale que sur les risques pour l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur. La FAGE n'a pas contredit ce diagnostic mais a indiqué qu'elle ne souhaitait pas mobiliser.

FO a proposé rapidement la date du jeudi 16 novembre. Plusieurs organisations se sont ralliées à cette proposition.

Il n'a pas été possible d'élaborer un texte commun, même en matière d'analyse de la situation sociale. La CFDT a clairement indiqué qu'elle ne cherchait aucunement à ce que l'ensemble des organisations puisse se regrouper sur un texte. En tant qu'organisation invitant à la réunion, la CFDT a refusé la moindre modification sur son projet de déclaration (très détaillée et donc avec des positions très clivantes entre nos OS). FO, et d'autres, ont indiqué ne pouvoir s'y associer compte tenu de son contenu et du refus de la CFDT de faire évoluer le texte.

Puis de façon totalement stupéfiante, inédite et parfaitement déplacée, à la demande de FO, la CFDT a refusé que les organisations souhaitant mobiliser puissent rester dans ses locaux pour élaborer de leur côté un texte d'appel commun.

FO, CGT, CFE-CGC, Solidaires, FSU, UNEF, UNL, FIDL ont ainsi quitté les locaux de la CFDT. CFE-CGC n'a pas pour autant souhaité se joindre à une mobilisation au regard de son mandat.

C'est donc dans un bar que le texte joint (annexe) a été rédigé...

Les organisations FO, CGT, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL décident de faire du **jeudi 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle**, étudiante et lycéenne, par des grèves et manifestations.

La FSU a indiqué attendre quelques jours pour se positionner définitivement (elle souhaite consulter et attendre la réunion intersyndicale du 26 octobre dans la Fonction Publique).

Aussi vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec vos homologues syndicaux pour organiser les modalités pratiques de cette journée de mobilisation.

Avec nos amitiés syndicalistes,

**Pascal PAVAGEAU**  
Secrétaire confédéral

**Jean-Claude MAILLY**  
Secrétaire général

## CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL réunies le 24 octobre 2017, un constat s'impose, celui d'une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité.

Qu'il s'agisse :

- de nombreuses dispositions inacceptables des ordonnances, limitant des droits des salariés-es ;
- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ;
- de mesures précarisant toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ;
- de la remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ;
- de la modération salariale et de l'augmentation de la CSG ;
- des atteintes au service public et à la protection sociale ;

les organisations signataires s'adressent solennellement au gouvernement afin qu'il prenne en considération les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es.

Compte tenu de la gravité de la situation, **elles décident de faire du 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne**, par des grèves et manifestations.

Elles invitent les autres organisations syndicales et de jeunesse à s'y associer.